



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Swiss Confederation

---

## Conseil de sécurité

### **Briefing du Procureur de la Cour pénale internationale sur la situation au Soudan**

New York, le 5 août 2024

#### Déclaration de la Suisse

Lue par Adrian Hauri, Représentant permanent adjoint

---

Merci, Monsieur le Président.

Et comme il s'agit de la première séance publique du mois, je vous souhaite beaucoup de succès pour votre présidence et je vous assure de notre plein soutien durant ce mois. Je remercie la présidence du mois de juillet pour les travaux accomplis.

Monsieur le Président,

La Suisse remercie le Procureur de la Cour pénale internationale (CPI), M. Karim Khan, pour la présentation de son 39<sup>e</sup> rapport sur la situation au Darfour. Nous saluons également la participation à la présente séance du représentant du Soudan.

Alors que nous discutons au sein de ce Conseil des divers efforts diplomatiques pour protéger les civils, garantir l'accès humanitaire et trouver une solution politique, les atrocités et hostilités continuent sans relâche. Des rapports indépendants estiment que 2,5 millions de personnes mourront de la famine causée par le conflit actuel au Soudan d'ici la fin du mois de septembre, le Darfour étant la région la plus durement touchée.

La reddition des comptes pour les crimes commis depuis 2002 reste indispensable pour s'attaquer aux causes profondes de la poursuite du conflit et des violations commises aujourd'hui. Pour les victimes, les survivants et leurs familles, cela représente une condition essentielle pour établir une paix durable.

Je souhaiterais souligner trois points :

Premièrement, le travail de la CPI vise à redonner de l'espoir aux victimes et à mettre fin au cycle de violence. Nous prenons note des avancées importantes au cours des huit derniers mois et saluons la décision du Procureur de mener une enquête sur les incidents survenus dans le cadre des hostilités actuelles et notamment sur les allégations de crimes de violence sexuelle et basée sur le genre ainsi que de crimes contre les enfants. La Suisse continue de suivre avec intérêt le procès de M. Ali Abd-Al-Rahman et se félicite de la célérité de la procédure qui devrait aboutir en 2025.

Deuxièmement, la coopération est primordiale pour permettre à la Cour d'accomplir son mandat. Nous notons l'évolution positive du soutien reçu de la part des autorités soudanaises et nous espérons que ces progrès se consolideront à l'avenir. Nous réitérons notre appel aux autorités soudanaises et aux forces d'appui rapide à s'acquitter de leur obligation de coopérer en tout temps avec la Cour en vertu de la résolution 1593. Nous notons en outre que des premiers échanges ont eu lieu avec les chefs tribaux et administratifs des communautés arabes qui seraient impliquées dans le conflit au Darfour. Enfin, nous félicitons la coopération appuyée entre le Bureau du Procureur et les pays tiers.

Troisièmement, nous soulignons le rôle important de la société civile et des communautés touchées pour assurer que justice soit rendue. Nous appuyons les efforts entrepris pour intensifier la collaboration entre ces acteurs et la Cour et remercions toutes celles et ceux qui risquent quotidiennement leur vie pour documenter les faits sur le terrain. À cet égard, j'aimerais exprimer notre soutien au mandat de la



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Swiss Confederation

Mission internationale indépendante d'établissement des faits pour le Soudan établie par le Conseil des droits de l'homme, qui joue également un rôle important dans la documentation du conflit actuel.

Monsieur le Président,

Pour que justice soit rendue, au Darfour et dans toutes les situations dont la Cour est saisie, cette dernière doit pouvoir effectuer son travail libre de toute interférence. Nous réitérons notre engagement à soutenir et à défendre les principes et les valeurs consacrés par le Statut de Rome et à préserver l'intégrité de la Cour, sans se laisser décourager par aucune menace exprimée ou mesure prise à son encontre. Nous appelons les États à s'abstenir d'exercer toute forme de pression et rappelons que de telles atteintes à l'administration de la justice sont interdites par le Statut de Rome.

Quinze mois après la nouvelle escalade dans ce conflit, il n'y a toujours aucun signe d'apaisement. Le plein soutien de l'ensemble de la communauté internationale est nécessaire - et ceci sans plus attendre - afin de garantir que justice soit rendue à toutes les victimes de ce conflit et que la reddition de comptes soit assurée sur l'ensemble du territoire soudanais.

Je vous remercie.

---

*Unofficial translation*

Thank you, Mr. President.

And as this is the first public meeting of the month, I wish you every success in your Presidency, and assure you of our full support during this month. I would like to thank the July Presidency for the work accomplished.

Mr. President,

Switzerland would like to thank the Prosecutor of the International Criminal Court (ICC), Mr. Karim Khan, for presenting his 39th report on the situation in Darfur. We also welcome the participation of the representative of Sudan at this meeting.

As we discuss in this Council the various diplomatic efforts to protect civilians, guarantee humanitarian access and find a political solution, atrocities and hostilities continue unabated. Independent reports estimate that 2.5 million people will die from famine caused by the current conflict in Sudan by the end of September, with Darfur being the hardest-hit region.

Accountability for the crimes committed since 2002 remains essential to tackle the root causes of the continuing conflict and the violations committed today. For victims, survivors and their families, this is an essential condition for establishing lasting peace.

I would like to emphasize three points:

Firstly, the ICC's work is aimed at restoring hope to victims and putting an end to the cycle of violence. We note the significant progress made over the past eight months, and welcome the Prosecutor's decision to investigate incidents arising from the current hostilities, including allegations of crimes of sexual and gender-based violence and crimes against children. Switzerland continues to follow with interest the trial of Mr. Ali Abd-Al-Rahman, and welcomes the speed of the proceedings, which should be completed in 2025.

Secondly, cooperation is essential in order to enable the Court to fulfill its mandate. We note the positive evolution of the support received from the Sudanese authorities and hope that this progress will be consolidated in the future. We reiterate our call on the Sudanese authorities and the Rapid Support Forces to fulfill their obligation to cooperate at all times with the Court under Resolution 1593. We also note that initial exchanges have taken place with tribal and administrative leaders of Arab communities believed to be involved in the conflict in Darfur. Finally, we commend the strong cooperation between the Office of the Prosecutor and third countries.



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Swiss Confederation

Thirdly, we emphasize the important role of civil society and affected communities in ensuring that justice is done. We support the efforts undertaken to intensify collaboration between these actors and the Court, and thank all those who risk their lives daily to document the facts on the ground. In this respect, I would like to express our support for the mandate of the Independent International Fact-Finding Mission for Sudan established by the Human Rights Council, which also plays an important role in documenting the current conflict.

Mr. President,

For justice to be done, in Darfur and in all the situations brought before the Court, the latter must be able to carry out its work free from any interference. We reiterate our commitment to upholding and defending the principles and values enshrined in the Rome Statute, and to preserving the integrity of the Court, undeterred by any expressed threat or action taken against it. We call on States to refrain from exerting any form of pressure, and recall that such attacks on the administration of justice are prohibited by the Rome Statute.

Fifteen months after the renewed escalation of this conflict, there is still no sign of calm. The full support of the entire international community is required - without further delay - to ensure that justice is done for all the victims of this conflict, and that accountability is ensured throughout the entire territory of Sudan.

Thank you.